

## **MONSIEUR MARCEAU : ET SI LES REVENUS N'ÉTAIENT PLUS AU RENDEZ-VOUS?**

*Jean-Pierre Aubry est fellow associé au Cirano et François Delorme*

La semaine dernière, le Ministre des Finances du Québec a dû admettre ce dont on se doutait depuis plusieurs mois déjà : l'objectif du déficit zéro devra être reporté et donc la loi sur l'équilibre budgétaire devra être amendée. Le Ministre a attribué la responsabilité de cette déconvenue principalement par le biais d'une phrase que l'on a entendu *ad nauseam* dans tous les médias : « les revenus ne sont pas au rendez-vous »!

Pourtant, il faudra s'y habituer à ces rendez-vous manqués! Notre paysage économique est en train de changer en profondeur, en dépit du fait que certains préfèrent le nier ou ne pas en prendre acte maintenant. La *Mise à jour* de Monsieur Marceau ne serait que la plus récente démonstration que ces changements nous affectent *déjà*. Il est extrêmement périlleux de rester fixé sur les taux de croissance économique historiques en pensant que ceux-ci réapparaîtront comme un ballon qu'on a maintenu pendant un certain temps sous l'eau. Et, bien sûr, la baisse de la croissance a et aura des conséquences sur les finances publiques du Québec<sup>1</sup>.

Même si on a le nez collé sur les problèmes de court terme, les problèmes structurels sont là pour rester, voire prendre de l'ampleur. Pensons au vieillissement de la population, aux déficits actuariels des régimes de retraite, à la détérioration de l'environnement, et à la vétusté de nos

---

<sup>1</sup> «Si l'augmentation de la productivité ne fait que se maintenir au même rythme que celle des dix dernières années soit environ 1 % en moyenne annuellement, la progression du PIB potentiel s'affaiblira sous les 1 % d'ici 2020.» dans DUPUIS, F., BÉGIN, H. et VACHON, H., *La clé de la prospérité pour l'économie du Québec : Rehausser la productivité afin d'amoinrir les effets du choc démographique*. Études économique Desjardins, 22 septembre 2009, p1, [http://www.desjardins.com/fr/a\\_propos/etudes\\_economiques/actualites/point\\_vue\\_economique/pv090922.pdf](http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv090922.pdf)

infrastructures, pour n'en nommer que quelques-uns. Malheureusement, notre système parlementaire et notre organisation démocratique nous encouragent au "court-termisme", et cela, encore davantage dans un contexte de gouvernement minoritaire.

Il y a trois grandes tendances déjà en marche qui seront capitales pour nous tous :

**1) Le ratio des personnes âgées de 15-64 ans en proportion des 65 ans et plus passera au Canada de 5.4 en 2000 à 2.4 en 2050.**

Cela veut dire qu'il y aura moins de travailleurs pour soutenir nos personnes âgées.

**2) L'importance relative du nombre de personnes disponibles pour travailler va diminuer.** En économie, cela se traduit par un ralentissement du taux de croissance du potentiel économique et donc, de celui des revenus gouvernementaux.

**3) Notre performance de productivité est anémique,** avec des performances en R&D, en innovation, en commercialisation et en formation de nos gens qui plafonnent. Il est donc fort peu probable qu'une hausse du taux de croissance de la productivité compense la baisse du taux de croissance des travailleurs.

À ces tendances "lourdes", s'ajoutent d'autres tendances "structurelles". Une tendance croissante à la mondialisation, à la délocalisation et à la désindustrialisation qui ne cesse de miner notre secteur manufacturier. Et cela, c'est sans parler de notre dollar dopé aux investissements dans les sables bitumineux qui plombe nos exportations.

Lorsque l'on met tous ces facteurs ensemble, on doit se rendre à l'évidence : la croissance économique future ne peut être que plus faible. Et cela aura évidemment des impacts sur les revenus des gouvernements. Et on ne pourra peut-être pas toujours compter sur des taux d'intérêt faibles qui favorisent la consommation, mais aussi notre endettement qui, en proportion de nos revenus se situe déjà à un niveau préoccupant.

Ce qu'il nous faut donc, et de façon urgente, c'est davantage de cohérence dans notre vision économique. Des politiques structurantes qui convergent vers un point focal clair : la résolution d'un certain nombre de problèmes structurels bien identifiés.

Nos gouvernements, et en particulier le Gouvernement du Québec, ont-ils un rôle à jouer dans tout ça? Indéniablement! Plusieurs économistes recommandent que les gouvernements prennent moins de place dans l'économie, car ces derniers ont tendance à prendre trop de "mauvaises" décisions et ne sont peut-être pas les agents "omniscients" que l'on a souvent tendance à penser.

À ce "moins d'État", nous répondons "plus d'État autrement"! Que voulons-nous dire? Voici quelques exemples :

- 1) Tout d'abord, au niveau des processus de gestion, les diverses administrations publiques doivent apprendre à gérer sur un horizon beaucoup plus long, à améliorer leurs mécanismes de reddition de comptes, à être plus transparentes, et à collaborer davantage entre elles.

Dans cette optique, il est dorénavant impératif d'insérer le plan budgétaire du Gouvernement du Québec à l'intérieur d'une projection à long terme où l'on verrait, entre autres choses, les implications du vieillissement de la population. Cela permettrait de voir si la situation financière du gouvernement évolue dans la bonne direction ou si elle nécessite d'importantes corrections qui devraient être prises dès maintenant. Comme le mentionnait le FMI pas plus tard que la semaine dernière, un poste de Directeur du Budget, comme au fédéral et aux États-Unis pourrait faire ce travail et conférerait une indépendance souhaitable.

Faire cela serait un pas dans la bonne direction. Ne prenons pas le risque de refaire l'erreur que nous avons faite avec le mauvais entretien de nos infrastructures collectives.

- 2) Les administrations publiques doivent mieux définir leurs rôles respectifs et valoriser ces rôles, notamment celui de réglementer

dans divers domaines, de vérifier le suivi de ces règles ainsi que d'identifier et de pénaliser les comportements déviants.

- 3) Il faut élaborer plus globalement un système de redistribution des revenus (aide aux individus et fiscalité) beaucoup plus simple et moins morcelé, qui sanctionne sévèrement le travail au noir, qui minimise l'évitement fiscal et permet d'amenuiser les disparités de revenus, sans pour autant décourager l'investissement dans l'innovation et la participation au marché du travail.
- 4) Il faut aussi davantage d'investissement en formation de nos travailleurs et davantage d'innovation pour stimuler la croissance à long terme et garder un accroissement des salaires sans mettre en péril notre compétitivité.
- 5) La politique industrielle doit pousser notre secteur manufacturier à s'ouvrir davantage à la concurrence internationale et à capitaliser sur son dynamisme d'innovation. Dans ce domaine, les traités de libre-échange sont des opportunités de faire des gains de productivité en accroissant la taille de nos entreprises et celle de nos marchés d'exportation. Ne ratons pas ces opportunités et surtout, évitons le piège de nous isoler (ou de nous refermer) en mettant de plus en plus de barrières au commerce avec d'autres provinces et d'autres pays.

En somme, que ce soit dans l'éducation, la santé, la recherche ou l'environnement, l'intervention de l'État vers davantage de politiques structurantes doit être assortie d'une stratégie à moyen et à long terme bien définie, assujettie à davantage de gouvernance.

Finalement, avec une croissance à long terme plus faible, on n'aurait peut-être pas besoin de "décroissance", comme le réclament les économistes de gauche qui vivent dans un monde où toute activité de production est limitée par une quantité fixe de ressources naturelles. Pourquoi ne pas parier plutôt sur l'innovation verte?

Le report du déficit zéro à 2015-16 n'est que le symptôme d'un problème chronique et récurrent. Nous avons **déjà** commencé à vivre dans une ère de croissance économique plus faible.

Pourquoi ne pas saisir cette occasion pour débrancher le « pilote automatique » et se poser de vraies questions sur le rôle que l'on veut qu'un gouvernement joue vraiment sur le plan économique? Pourquoi ne pas remettre en question la manière dont l'État se gère lui même?

Avec comme toile de fond une croissance économique nettement plus faible, ces saines remises en question pourraient nous éviter le désenchantement de nouveaux rendez-vous manqués!